

IPEMED News



Radhi Meddeb Président d'Ipemed

Sur la voie d'une solidarité choisie

► L'Union européenne vient d'accorder à la Tunisie le statut de partenaire privilégié. Ce ne sont certainement pas ses performances économiques qui reçoivent là, le signe de la reconnaissance internationale et un satisfecit de bonne conduite. L'Europe a voulu, par cette adresse strictement politique, saluer la voie empruntée par le peuple tunisien vers plus de démocratie et de partage des valeurs

universelles. Elle le fait en dépit de la profonde crise financière, économique et institutionnelle qui la secoue. Cette volonté affichée des deux parties d'un plus grand approfondissement de leurs relations devrait faire l'objet d'un débat national en Tunisie afin que ce «choix inéluctable» soit celui de tous et mobilise la classe politique, les partenaires sociaux, la société civile et toutes les forces vives de la Nation. Il n'en sera que plus facile à mettre en œuvre. En Europe, la vision d'un destin commun devrait l'emporter sur les calculs d'apothicaire et ouvrir la voie pour donner un vrai contenu à ce partenariat privilégié. L'Union européenne devrait

favoriser les jumelages, la convergence législative, l'accès aux fonds structurels et la solidarité raisonnée. Elle aiderait ainsi à une meilleure appropriation du projet à un moment où les élites des pays du Sud se mettent à douter de la volonté et des capacités d'une Europe, exsangue par la crise, d'accompagner leurs évolutions vers un avenir meilleur.

Les convictions d'Ipemed, ses réflexions et ses travaux, mais aussi l'action de ses membres fondateurs, s'inscrivent parfaitement dans ce mouvement. La colocalisation et plusieurs autres pistes répondent aux attentes des populations et constituent de vraies modalités de construction de la région.

ÉDITO

Égypte : l'heure de vérité

LE PRÉSIDENT MOHAMMED MORSI VIENT DE S'ARROGER TOUS LES POUVOIRS. LES ÉGYPTIENS SONT INQUIETS. L'EUROPE, ELLE, LUI DEMANDE DE RESPECTER SES ENGAGEMENTS ET LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE. L'HEURE DU CHOIX EST IMMINENTE.

Que se passe-t-il en Égypte ? Le président Mohamed Morsi a mis le feu aux poudres en annonçant le limogeage du procureur général, Abdel Meguid Mahmoud. En s'arrogeant tous les pouvoirs, il a suscité l'inquiétude d'une partie des Égyptiens qui se sont mobilisés pour exprimer leur rejet de cette forme d'autoritarisme. Cette décision est intervenue au lendemain de son succès sur la scène diplomatique après avoir négocié un cessez-le-feu entre Israël et les Palestiniens et reçu les félicitations de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton. Si cette victoire redonne au Caire un rôle central qu'il n'avait plus ces dernières années, les avancées sur le plan intérieur sont des plus limitées, particulièrement sur le plan économique, là où les attentes des citoyens sont fortes.



SIMON LEE

près de 5 milliards de dollars et doit venir en support du programme égyptien 2013/2014. Selon le chef de la mission du FMI qui a négocié l'accord, la réforme des finances publique sera la «clé» de ce programme mais elle passera par ce que les Égyptiens redoutent le plus, à savoir la baisse des subventions au prix de détail de l'énergie. Même s'il est prévu un filet social pour atténuer la charge de ces décisions sur les populations les plus vulnérables, cette mesure est risquée. Les récentes manifestations en Jordanie sur ce sujet l'ont bien montré. Le soutien de l'UE est essentiel ainsi que l'approbation d'un programme d'aide financière de 5 milliards d'euros, une somme bienvenue dont le versement et l'af-

fection seront étalés entre 2012 et 2014. Mais après la concentration des pouvoirs entre les mains du seul président de la République, les Européens lui ont demandé de tenir les engagements, à savoir la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice et l'ont appelé à respecter «le processus démocratique». L'heure de vérité approche donc pour le *raïs* car une majorité d'Égyptiens attend qu'il relève les énormes défis économiques et sociaux qui se posent au pays. Il a besoin de l'aide internationale et doit éviter de provoquer une partie de ses concitoyens par des mesures qui rappellent l'autoritarisme contre lequel ils se sont élevés il y a près de deux ans.

Agnès Levallois

PHOTO
Place Tahrir, 12 octobre 2012, manifestation suite au limogeage du procureur général, Abdel Meguid Mahmoud.

AIDE INTERNATIONALE À LA CLÉ Dans ce contexte, l'accord tant attendu et sans cesse reporté entre le FMI et l'Égypte a été annoncé et apportera une bouffée d'oxygène. Il porte sur

Marseille a vécu au rythme de la Méditerranée lors de ces rendez-vous économiques. Au menu : croissance, emploi, développement durable... De nombreuses rencontres se sont déroulées en présence d'acteurs des deux rives.



Palais de la Bourse, le 18 octobre.
De gauche à droite : Christian Badaut, Caisse des Dépôts ; Andreu Bassols, Iemed ; Pascale Chabrilat, Ocemo ; Pier Andrea Chevallard, Promos ; Radhi Meddeb, Ipemed ; Albert Olivier, Caisse des Dépôts.

Inventer un nouveau modèle économique pour créer des emplois

Quelles transformations économiques dans la région apporteraient les conditions favorables à la création d'emplois ? Quels investissements générateurs d'avenir faudrait-il mettre en place ? Quels financements innovants ? Et surtout quel serait le rôle de la société civile dans ce modèle économique et dans sa mise en œuvre ? Tels furent les thèmes d'une des tables rondes organisée par Ipemed, la Caisse des Dépôts et l'Ocemo.

Dans la région Mena, 50 % de la population (280 millions) a moins de 24 ans. L'emploi des jeunes est donc un enjeu, non seulement pour chaque pays mais pour l'ensemble de la région Euro-Méditerranée, tant les deux rives sont interdépendantes en termes de commerce, d'investissements directs étrangers et de flux migratoires.

Aujourd'hui, le modèle de croissance ne permet plus d'absorber les arrivants sur le marché de l'emploi. Il faut donc le repenser dans son ensemble d'autant que la croissance dans les Psem ces dernières années a créé peu d'emplois, mal payés et peu stables, dans le domaine

de la sous-traitance. Le chômage touche les jeunes et les plus diplômés. Au Maroc, le taux de chômage des non qualifiés est de 5 % et celui des diplômés de 20 %. En Tunisie, le taux de chômage global atteignait 13 % en 2010. Ce chiffre cache d'importantes disparités car 27 % des diplômés sont sans emploi contre 7 % des jeunes non qualifiés. Le taux de sous-emploi est également élevé, notamment chez les femmes.

SOUTENIR L'ENTREPRENARIAT Le poids démographique de la jeunesse des Psem a été souligné. 60 millions ont entre 15 et 29 ans : « Une chance pour la croissance future », résume Pascale Chabrilat, directrice générale de l'Ocemo. Or près de 40 % de ces jeunes – 24 millions – ne sont ni dans le système éducatif ou en formation ni sur le marché de travail (dans les pays de l'OCDE, ces jeunes représentent en moyenne 15 % de la population de cette classe d'âge et l'emploi informel y est marginal). Face à cette situation, il faut soutenir l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Les taux de chômage resteront

élevés si le modèle de croissance de ces pays n'est pas repensé. Pour cela, il faut cesser d'arbitrer entre économie dirigée et économie libérale, secteur privé et secteur public. Selon Radhi Meddeb, il faut développer une économie sociale et solidaire de marché, casser les situations de rente et faciliter l'accès au marché. L'une des conditions est de rétablir la confiance en réinstaurant de la sécurité : sécurité des transactions et des investissements garantie par une stabilité institutionnelle. Il faut remettre l'entreprise au cœur des préoccupations.

En conclusion, on ne peut que soutenir Pierre Deuzy (SEAS, Commission européenne) qui appuie les propos d'Andreu Bassols de l'Iemed, à savoir qu'il n'y a aucune visibilité sur les déterminants de fonds dans la région et que les scénarios sont donc difficilement prévisibles. Les révolutions prennent du temps à se stabiliser. Seul le peuple peut faire de cette transition un succès. C'est pourquoi l'UE insiste tant sur les questions démocratiques et sur le nécessaire ancrage de la rive sud à l'Europe.

Thomas Dumoulin

Et si la connaissance et l'innovation étaient la clé de la croissance ?

La question du modèle de développement et de l'emploi a été au centre d'une réunion des Rencontres Valmer. Celle-ci était organisée par le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI) à l'occasion de la publication du rapport *Transformer les économies arabes : avancer sur la voie de la connaissance et de l'innovation*, qu'il a initié avec la BEI et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (Isesco).

L'idée centrale du rapport, réalisé par des experts du Nord et du Sud de la Méditerranée, est la nécessité pour les pays arabes de créer des emplois en adoptant un nouveau modèle de développement et en optant pour une économie fondée sur la connaissance et l'innovation. En effet, la compétitivité serait accrue grâce au développement de la connaissance, la croissance ne suffisant pas pour créer des emplois. Il faut donc mener des réformes pour développer des économies plus entrepreneuriales, créer des industries innovantes, disposer d'une main-d'œuvre plus instruite et plus qualifiée. Ce qui implique

un autre chantier : la formation des enseignants et la qualité de l'enseignement, en mettant en œuvre de nouveaux standards et en favorisant des partenariats avec des universités européennes ou asiatiques par exemple. Un tel modèle de développement nécessite un nouveau contrat entre les autorités et les citoyens, ces derniers étant beaucoup plus impliqués qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Il doit aussi tenir compte des spécificités et des capacités de chaque pays.

Mais si le lien entre économie, connaissance et croissance est évident, il n'est cependant pas automatique. À ce titre, l'exemple égyptien est édifiant car le pays affichait une croissance de 7 % avant la chute du régime d'Hosni Moubarak, sans qu'il y ait pour autant une économie de la connaissance.

Enfin, de l'avis de tous les participants, la région Mena est à un tournant de son histoire. Tout projet et toute réflexion doivent donc s'inscrire dans la perspec-



Jeunes Tunisiens diplômés.

tive d'une intégration régionale qui est le moteur du changement. Une intégration plus profonde au sein de l'espace méditerranéen permettrait aussi d'accélérer le développement du monde arabe, transfert de technologies, et bénéficierait à l'Europe car elle créerait une zone de croissance plus dynamique.

Agnès Levallois

«Vers une croissance verte en Méditerranée»

Élaboré dans le cadre d'un consortium entre la Banque mondiale, l'AFD, la BEI, le Plan Bleu et le Femise, ce rapport a été présenté par Mats Karlsson, directeur du CMI, qui a précisé qu'il a fallu près de trois ans pour le rédiger. L'objectif était de proposer aux décideurs politiques des options de développement économique durable et de démontrer avec l'appui d'expériences récentes méditerranéennes, que la croissance verte a une capacité significative de créer des emplois et de promouvoir la cohésion sociale. Une série de consultations a été organisée afin d'identifier dans les pays de la région des études de cas et de profiter de l'expérience des acteurs sur les questions environnementales.

Mats Karlsson a souligné la nécessité d'initier une «révolution verte». Il a ajouté que, lors de la présentation de leurs travaux à des économistes, une

partie d'entre eux ne partageaient pas leur analyse, à savoir que le passage à une économie verte ne générerait pas nécessairement de surcoût.

L'ex-directeur de Greenpeace International, Gerd Leipold, a pour sa part précisé que si l'on continue à ne s'intéresser qu'au court terme, on risque d'en «payer les conséquences environnementales». Il faut soutenir les agents de changement comme les chercheurs, la société civile... et «apprendre à vivre en acceptant les critiques pour s'améliorer. C'est sur cette base que la croissance verte peut se développer».

Selon Rémi Genevey, directeur de la stratégie de l'AFD, le rapport n'apporte pas de vérités toutes faites mais il propose des outils et des pistes d'action. Il ne faut pas seulement s'intéresser au coût d'une croissance verte mais passer d'une approche «coût» à une approche «incitative».

La directrice du développement durable au ministère de l'Environnement tunisien, Monia Brahem Yousfi, a signalé que, dès 2009, le gouvernement tunisien avait voulu lancer une étude sur la croissance verte, mais que les événements qui étaient intervenus dans son pays avaient stoppé cette initiative. «La restructuration actuelle encourage notre modèle de développement», a-t-elle précisé. Enfin, pour Frédéric Blanc, du Femise, ce rapport est un produit hybride qui s'appuie sur des cas concrets. On leur a reproché, a-t-il indiqué, de trop faire d'advocacy (plaidoyer) en faveur de la croissance verte alors que l'ambition des auteurs était d'ouvrir le débat et de susciter un programme d'actions pour répondre aux problèmes environnementaux.

Morgan Mozas
Chef de projet Ipermed

<http://cmimarseille.org>

La colocalisation

Un nouveau modèle de partenariat

La colocalisation favorise l'intégration économique par la production et le partage de la chaîne de valeur. Elle doit se traduire par des avantages pour chacune des parties prenantes. Elle peut se faire du Nord vers le Sud, du Sud vers le Nord ou du Sud vers le Sud. Quels sont ses déterminants ? Éclairage...

À une situation de crise profonde, il faut répondre par des solutions nouvelles, voire radicales. D'une part, l'Europe, et en particulier la France, ont besoin de nouveaux relais de croissance puisque la consommation est atone, l'investissement est étranglé par le crédit bancaire et les exportations sont en berne. D'autre part, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) ne disposent pas individuellement des moyens et des outils nécessaires pour réussir à la fois leur transition démocratique et leur décollage économique.

Un nouveau modèle de partenariat doit être mis en place entre les deux rives de la Méditerranée. Il devrait être basé sur le concept de la *colocalisation* qui favorise l'intégration économique par la production et le partage de la chaîne de valeur. Le temps de la colocalisation est arrivé en Méditerranée. Les pays du Sud veulent être considérés comme des partenaires et non plus comme des exécutants ; la crise appelle à tirer parti des complémentarités Nord-Sud et à insérer les pays du Sud dans la chaîne de valeur car l'Europe seule n'a plus les moyens de faire face à la concurrence américaine et surtout asiatique ; la rive sud a fait les progrès nécessaires pour devenir un partenaire économiquement crédible pour les entreprises européennes et le Sud-

Sud devient envisageable pour des raisons à la fois économiques et politiques. La colocalisation pourrait instaurer un nouveau modèle de coopération basé sur la production avec des rapports équilibrés. Elle peut se faire du Nord vers le Sud ou du Sud vers le Nord ou encore du Sud vers le Sud, l'essentiel étant qu'elle se traduise par des avantages pour chacune des parties prenantes.

L'EXPÉRIENCE ALLEMANDE La colocalisation s'inspire de l'expérience allemande¹ avec les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) qui consiste à externaliser des fragments de la chaîne de valeur dans les pays voisins dont les coûts sont moindres et les complémentarités évidentes. En effet, l'Allemagne a profité de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée dans les Peco et a aussi convaincu les décideurs des PME patrimoniales d'aller rechercher des nouvelles opportunités et stratégies dans les pays voisins.

Cette externalisation de fragments de production intégrés dans une même chaîne de valeur s'est réalisée de façon

profitable pour les deux parties. Elle a été rendue possible entre l'Allemagne et les Peco parce que des conditions historiques étaient remplies. L'UE a investi massivement dans les infrastructures des Peco afin de préparer la chaîne logistique – ce qui a facilité le « rapatriement » en Allemagne. Les entreprises allemandes ont pris en charge la restructuration du tissu industriel des Peco pour l'adapter aux modes de production en vigueur en Allemagne. On a assisté à une convergence normative des Peco avec l'Europe et à des transferts d'avantages acquis de l'UE dans la perspective de l'intégration européenne. Enfin, les Peco ont accepté momentanément des activités de sous-traitance, à condition qu'à moyen terme leurs compétences et leurs conditions de production s'améliorent.

DES RÉFORMES STRUCTURELLES Les déterminants de la colocalisation ne se limitent pas au seul coût du travail, mais incluent aussi la taille et le dynamisme du marché, les infrastructures et surtout les conditions d'investissement offertes aux investisseurs. À cet égard, les Psem doivent adopter des réformes structurelles pour favoriser des colocalisations leur permettant d'intégrer des chaînes de valeurs : la sécurité juridique des investissements à long terme, des services publics locaux performants, un système éducatif adapté aux besoins des entreprises et du marché du travail, etc. De leur côté, les entreprises du Nord doivent s'engager à s'implanter dans un esprit de responsabilité économique, sociale et environnementale pour éviter toutes les formes de *dumping*, partager la valeur ajoutée, favoriser la mobilité des cadres et accepter que les capitaux du Sud soient introduits dans leurs établissements au Sud mais aussi dans les sociétés au Nord.

Amal Chevreau

Responsable pôle études, Ipemed



Cette publication d'Ipemed (2011) est disponible en libre téléchargement sur le site.

1. « L'industrie allemande dans les Peco », *Ipemed Palimpsestes* n°2, mars 2011, Maxime Weigert et Hassan Benabderrazik.

Lier colocalisation et coproduction

Tout en se situant au niveau européen, il est important de préciser que la spécialisation industrielle de l'UE en général (bien que dépendante essentiellement de celles de la France et de l'Allemagne), correspond aux besoins des économies de la rive sud de la Méditerranée : énergie, industrie agro-alimentaire, biens d'équipement, industrie automobile, industrie pharmaceutique, chimie fine, traitement de l'eau, ingénierie, BTP, services aux entreprises (logistique, maintenance, SSII, etc.) et



Jean-Louis Levat
Économiste

TIC ; donc à leurs besoins actuels (santé, logement, mobilité, eau, infrastructures matérielles et immatérielles, etc.). Les investissements de l'UE dans les activités d'avenir comme le numérique, les nanotechnologies, les biotechnologies, les énergies renouvelables, peuvent être utiles à ces pays dans une perspective de long terme et toujours dans une logique partenariale. Les points forts de la spécialisation européenne peuvent ainsi constituer un creuset au sein du duquel peuvent

être identifiées, de part et d'autre, les filières industrielles à construire pouvant faire l'objet de partenariats sur la longue durée.

Dans ces perspectives, la colocalisation revient à de la coproduction, associant, tant au Nord qu'au Sud, les entreprises des pays concernés. Il faut donc bien lier colocalisation et coproduction. La proximité géographique et culturelle que représente l'appartenance à une même région favorise cette interaction, les circuits courts, l'intercompréhension et la confiance qui sont la base de ce nouveau partenariat productif.

Jean-Louis Levat

Une opportunité pour l'Algérie

Penser, promouvoir et partager le concept de colocalisation nécessite l'adhésion et l'engagement de tous. Aussi, il convient que, dès l'origine, cette nouvelle démarche puisse prendre appui sur un socle collectif, «un horizon de sens», commun à l'ensemble des acteurs. Pour cela, la colocalisation doit être perçue comme un outil stratégique permettant la construction d'une prospérité partagée. À une interdépendance vécue comme une contrainte elle devrait permettre d'y substituer une interdépendance vertueuse, au profit de chacun. L'intérêt de la démarche est de contourner l'écueil qui est de ne percevoir dans la colocalisation, en ces temps de crise, qu'une énième tentative de réaménagement à la marge des rapports économiques dans la zone. Stratégie qui, évidemment, serait au bénéfice de la rive nord.

Pour un pays comme l'Algérie, aujourd'hui marginalement intégré dans la division internationale du travail, la colocalisation peut être une opportunité. L'enjeu est d'accompagner et de faciliter la mutation de l'économie algérienne du statut de fournisseur traditionnel d'énergie et de matières premières à un rôle d'acteur économique et industriel intégré dans le processus de régionalisation-globalisation. Ainsi, après avoir

raté le rendez-vous de la délocalisation, il lui faudra sauter dans le train de la colocalisation. À cette fin, l'Algérie avec la profondeur stratégique de son marché, ses ressources et potentiels énergétiques, a des atouts. Elle peut aussi en faire valoir de nouveaux : l'existence d'un personnel formé et qualifié dans des domaines recherchés (ingénierie, informatique), des ressources financières qui en font un des pays les mieux dotés de la région, enfin, une capacité et une volonté des entreprises publiques (Sonatrach) et privées à investir ou avoir accès aux économies et marchés de la rive nord. À partir du moment où un horizon de sens partagé et des perspectives communes et solidaires existent, la colocalisation, sur le plan macro, peut constituer un puissant levier afin de procéder à la réforme du cadre réglementaire local. Sur le plan micro, elle peut participer à dynamiser, organiser en filières et en clusters les entreprises locales et rendre le tissu entrepreneurial algérien plus performant.

UN TRAVAIL PÉDAGOGIQUE Outre l'engagement des acteurs institutionnels, cela nécessite un travail pédagogique en direction du monde de l'entreprise. Sensibiliser et mobiliser ceux qui seront, au quotidien, les artisans de la coloca-



Université de Constantine. L'Algérie dispense des formations dans les domaines concernés par la colocalisation.

lisation : les entrepreneurs et les entreprises. Expliquer en quoi, pour eux, s'insérer dans cette stratégie est une opportunité. Il convient de rappeler que l'économie algérienne est constituée à 94 % de PME du secteur privé.

Pour ces raisons, la colocalisation peut permettre à l'Algérie de renégocier les formes et les caractéristiques de sa position et de son rôle dans le processus de régionalisation-globalisation.

Sammy Dussedik
Président d'Arouj conseil

La Turquie et l'impact de son intégration à l'UE vu par les entrepreneurs



Vue satellitaire d'Istanbul.

Présentation d'une étude d'Ipemed, disponible prochainement, s'appuyant sur une douzaine d'interviews d'acteurs turcs (entrepreneurs, experts et régulateurs) réalisée par une économiste turque Gül Ertan Özgüzer.

En vue de son adhésion à l'Union européenne, la Turquie a engagé un vaste programme de réformes économiques et politiques et a opéré une véritable transformation structurelle. Les réformes concernant la *libre circulation des biens* et l'*union douanière* avaient été mises en route avant l'entrée en vigueur, en 1996, de l'accord d'union douanière avec l'UE. Conformément aux dispositions de cet accord, en plus de mettre un terme aux mesures commerciales restrictives, notamment les tarifs et les quotas, le pays a multiplié ses efforts pour harmoniser sa législation avec celle de l'UE, principalement dans les domaines de la concurrence, l'aide publique et les marchés publics, la propriété industrielle et intellectuelle, et les obstacles techniques au commerce. Le programme de redressement économique, ou *Programme de transition vers une économie forte*, mis en place au lendemain des crises financières de 2000 et 2001, a ouvert la voie aux réformes du système bancaire et de la politique fiscale. Par ailleurs, l'indépendance institutionnelle accordée à la Banque centrale et la création de plusieurs agences de régulation ont redessiné son environnement macroéconomique. En outre,

les réformes entreprises après 2002 sur le plan économique se sont accompagnées de réformes politiques pour satisfaire aux critères de Copenhague, notamment l'abolition de la peine de mort et l'octroi de droits à une éducation limitée pour les minorités non-turcophones. Enfin, l'ouverture en 2005 du processus d'adhésion et les négociations «chapitre à chapitre» avec la Commission européenne, ont permis au pays de se familiariser avec les réglementations européennes et de transformer la structure de son économie.

Au lendemain de la mise en place de l'union douanière, le volume des importations et des exportations a connu une tendance à la hausse. Mais ce n'est qu'après la crise économique de 2000-2001, qu'il a connu une nette envolée : il a été multiplié presque par quatre et cinq pour atteindre, respectivement, 135 milliards et 241 milliards de dollars en 2011. La libéralisation du marché intérieur a poussé les producteurs turcs à accroître leur compétitivité. L'industrie s'est adaptée et a prouvé sa capacité à répondre aux pressions concurrentielles et aux forces du marché. La croissance de la productivité de l'industrie manufacturière, notamment dans les secteurs ayant une concurrence à l'import, ainsi que le glissement à l'export des secteurs à faible contenu technologique vers des secteurs à contenu technologique moyen, ont permis à l'économie turque d'intégrer la chaîne de production de l'UE. D'où l'ouverture de marchés pour les exportations turques et l'accès à de nouveaux produits *via* les importations.

UNE ÉCONOMIE PLUS ATTRACTIVE Le processus de transformation du pays, ainsi que son statut officiel d'État candidat à l'UE, ont rendu l'économie plus attractive pour les investisseurs étrangers. Avant 2005, le volume annuel moyen d'investissements directs étrangers (IDE) n'atteignait pas un milliard de dollars, et ce, malgré la mise en place de l'union douanière et une orientation accrue du pays à l'export. En 2005, l'afflux d'IDE s'élevait à 9,6 milliards de dollars et a atteint 13,4 milliards de dollars en 2011.

La réussite de la Turquie, après 2001, semble découler des réformes structurelles qui ont permis d'établir les fondements institutionnels et juridiques d'une économie de marché concurrentielle et moderne. Les réformes économiques et politiques ont contribué à cette réussite. L'engagement du secteur privé a également joué un rôle majeur. Ces réformes structurelles ont apporté stabilité et transparence et ont amélioré le climat des affaires. Toutefois il reste un long chemin pour atteindre le niveau des pays de l'UE les plus avancés. Le PIB par tête de la Turquie atteignait seulement 22 % de la moyenne des pays de l'UE des quinze en 2011. Néanmoins, il semble que l'ambition de devenir un jour un État membre à part entière de l'UE ait perdu de son charme. Désormais, la Turquie a besoin d'une nouvelle motivation pour mettre en place d'autres réformes.

Gül Ertan Özgüzer

La version originale de ce texte en anglais est disponible sur www.ipemed.coop.

Le nouveau monde méditerranéen

JEAN-LOUIS GUIGOU
Descartes & Cie,
octobre 2012



À travers cet ouvrage, l'ambition de Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed, est de poursuivre son combat passionné en faveur de la Méditerranée. En effet, sa conviction jamais démentie est que «*l'avenir de l'Europe passe par la Méditerranée et que celui des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée passe par un arrimage à l'Europe*». Cette vision s'inscrit dans la ligne défendue par les saint-simoniens au XIX^e siècle. C'est ce que rappelle dans sa préface Henry Laurens, qui retrouve dans les écrits de Jean-Louis Guigou l'enthousiasme de Michel Chevalier qui imaginait, dès 1832 et pour la première fois, une politique industrielle doublée d'un «*système de la Méditerranée*».

L'auteur est convaincu que le monde s'organise en régions Nord-Sud, les Amériques et l'Asie orientale, mais qu'il manque à ce jour l'Euro-Méditerranée-Afrique, qui reste à construire. Selon Jean-Louis Guigou, une trentaine d'années seront nécessaires pour réaliser ce dessein. Plusieurs transformations, économique, politique, énergétique, climatique, démographique et

géopolitique, vont se conjuguer pour favoriser le projet euro-méditerranéen. Celui-ci doit avant tout reposer sur un «*changement de logiciel*» de la part des Européens, déboussolés par les bouleversements intervenus dans certains pays de la rive sud, inquiets de l'islam politique et de l'émergence d'acteurs moins complaisants. L'auteur insiste sur la nécessité de changer de regard, car «*changer de regard, c'est admettre l'inanité du projet culturaliste qui conclurait que la démocratie et la liberté sont incompatibles avec cette culture*».

Il rappelle que l'Europe s'est construite autour de quelques grands chantiers : le charbon et l'acier en 1951, la politique agricole commune en 1957. Il plaide donc pour un véritable partenariat et propose en conclusion une dizaine de grands projets pour faciliter l'intégration euro-méditerranéenne, comme il suggère la réunion des acteurs susceptibles de favoriser l'intégration régionale. Le tout afin de provoquer la confrontation de points de vue et de faciliter l'élaboration de projets communs autour des questions prioritaires comme la sécurité énergétique, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire, la facilitation des investissements, sans oublier celle des mobilités qui est centrale.

Enfin, il adresse un appel aux acteurs économiques européens afin qu'ils saisissent ce moment historique que vivent les pays de la rive sud pour travailler dans cette région et dessiner un horizon commun.

Agnès Levallois

Proche-Orient. Le pouvoir, la terre et l'eau

PIERRE BLANC
Presses de Sciences Po, 2012



L'acuité de la question agroalimentaire au Proche-Orient dans un contexte de crises, où s'articulent les problématiques de dotation, d'accès et de gestion des ressources foncières et hydrauliques, ne peut être appréhendée sans son *arrière-plan géopolitique*. Pour Pierre Blanc, docteur en géopolitique et enseignant-chercheur au Ciheam, l'agriculture est éminemment géopolitique, du fait de son inscription dans des territoires, des *stratégies de puissance* et des *rivalités de pouvoir* existantes lorsqu'il s'agit de ses deux ressources majeures. Son approche ne consiste pas à relire les séquences politiques contemporaines au moyen d'un prisme essentiellement rural, mais de reconnaître le rôle géopolitique externe et interne de l'agriculture. Une fonction souvent oblitérée par l'analyse économique prédominante, qui neutralise la terre et l'eau, et par l'analyse médiatique de la situation politique du Proche-Orient. Malgré un découpage en deux parties (Terre, puis Eau), et un examen de la situation dans chacun des pays retenus (Liban, Syrie, Israël, Territoires palestiniens, Jordanie et Égypte), des dimensions transversales de l'agriculture transparaissent, chacune source d'instabilité, mais pas de fatalités – les rapports de force et les représentations inter et intra-étatiques étant amenées à évoluer.

Kelly Robin

REVUE

Égypte, Tunisie : de la rue aux urnes

Confluences Méditerranée, n° 82,
Été 2012

● Dans cette dernière publication, l'objet de la revue *Confluences* est d'analyser les caractéristiques des deux trajectoires transitionnelles en Égypte et en Tunisie, de voir en quoi elles peuvent par certains aspects éclairer les résultats électoraux dans les deux pays. Il ressort claire-

ment des différents articles que «*les deux révolutions ont provoqué une politisation générale et un nouvel intérêt pour la chose publique et pour la politique*», les citoyens parlant désormais «*politique*», pour reprendre les propos de Sarah Ben Néfissa qui a coordonné ce numéro. Autre point souligné : les Tunisiens comme les Égyptiens expérimentent les limites de la démocratie représentative et la difficulté d'exprimer institutionnellement ce qu'ils

dénomment «*Révolution*». Dans son article, Chérif Fergani considère que les causes sociales et régionales à la base de la révolution tunisienne n'ont pas encore trouvé leur traduction politique. Alors que pour l'Égypte les analystes parlent de «*révolution volée*» sous les coups à la fois des militaires et des



islamistes. Quoiqu'il en soit, et c'est le plus important, les forces islamistes dans les deux pays sont arrivées au pouvoir au moment où les sociétés ont pris goût à la liberté. La poursuite des

mouvements sociaux et la résistance des élites civiles, intellectuelles et médiatiques en sont la preuve.

« Le FCE veut s'appuyer sur Ipemed pour améliorer l'image de l'Algérie »



Le Forum des chefs d'entreprises algérien (FCE) vient d'adhérer à Ipemed. À cette occasion, son président, Réda Hamiani, chef d'entreprise, ancien ministre de la Petite et Moyenne entreprise nous a accordé une interview à Alger afin de nous exposer les raisons de cette démarche.

Qu'est ce que le FCE ?

Le FCE est une association patronale indépendante créée en 2000 qui regroupe des chefs d'entreprises du monde industriel et des services. Les grands patrons de l'Algérie sont adhérents. Nos missions sont des classiques de ce type d'organisation, à savoir la défense morale et matérielle des intérêts des adhérents, notre souhait d'influer sur la politique économique du pays et le lobbying en faveur du secteur privé. Nous défendons les valeurs de l'entreprise, de l'initiative privée, les vertus du marché. Nous souhaitons que l'État intervienne comme régulateur plus que comme acteur sur le plan économique. Mais nous avons des difficultés à faire émerger cette culture dans cette période de transition, à savoir le passage d'une

économie centralisée à une économie libérale. En dépit des réformes menées dans les années 90 et des politiques d'ajustement structurel menées avec le FMI et la Banque mondiale où la libre entreprise a toute sa place, les résurgences de l'ancien système demeurent. Il n'existe pas de consensus pour admettre les bienfaits du secteur privé et en faire le moteur de l'économie.

Quels sont vos liens avec l'État, quel dialogue possible ?

Le dialogue et la concertation devraient être privilégiés pour mobiliser les énergies créatives. Le FCE use de son influence à tous les niveaux de l'administration. Nous attendons de l'État qu'il dessine ce que sera l'Algérie en 2030, quand les réserves en pétrole et gaz seront tarées. Il faut mettre en place une

économie qui donne du travail aux jeunes en se focalisant d'abord sur l'investissement national et étranger ensuite.

Pourquoi le FCE adhère-t-il à Ipemed ?

Nous partageons avec Ipemed les mêmes valeurs et nous apprécions la démarche de ce *think tank* qui rassemble des hommes d'affaires qui échangent autour de leurs centres d'intérêt et de leurs préoccupations. Ipemed peut nous aider à améliorer l'image de notre pays, à construire des partenariats et à faire avancer un libéralisme tempéré. La qualité des relations entre les membres d'Ipemed nous intéresse. Ce *think tank* produit des idées innovantes pour appréhender le monde. Nous allons nous appuyer sur lui pour travailler dans ce sens. Pour nous, ce défi obligera le patronat algérien à évoluer, à conceptualiser ses réflexions et lui permettra d'intégrer le contexte international.

Avez-vous une politique vis-à-vis de l'Europe ?

Nous avons le sentiment que les Européens connaissent mal l'Algérie. Le pays est desservi par l'image qu'en donnent les médias, qui recherchent la plupart du temps le sensationnel. Les Européens y voient un pays instable, peu sûr, où l'État intervient tous azimuts. Malgré cet environnement peu attractif, il y a de fortes potentialités et des atouts intéressants. La croissance de l'Algérie est de 5 % et le pays dispose de fortes liquidités. Aujourd'hui, l'Europe perd des parts de marchés importantes au profit de nouveaux venus tels que les Chinois, les Turcs ou les Égyptiens. Nous souhaitons consolider nos liens traditionnels avec l'Europe qui doit nous aider pour rester dans sa zone d'influence.

Propos recueillis par Agnès Levallois

DU CÔTÉ D'IPEMED

● Ipemed est partenaire de la troisième édition du Forum des think tanks (Paris, 15 décembre 2012). Placé sous le signe du pluralisme et de la convivialité, l'événement veut contribuer à la promotion d'un débat politique apaisé et de qualité. Associé à la fondation Farm et le cercle de la Licra, Ipemed organise une table ronde sur le thème : *Méditerranée, Afrique : nouveaux espaces de croissance ?* En effet, face à la crise de l'UE et aux bouleversements

dans les pays arabes, l'Afrique affiche des performances économiques spectaculaires. Certains la présentent comme le nouvel Eldorado. Mais les défis posés par l'insécurité politique, économique et financière, par la persistance de la faim et de la pauvreté rurale invitent à s'interroger sur la durabilité du modèle de développement africain et sur l'approfondissement des partenariats noués avec l'Europe et les pays méditerranéens. V.S.